



-5 OCT. 1973

Monsieur,

Si la semaine dernière c'était Nairobi qui retenait l'attention de tous les observateurs sur le plan monétaire et financier, en ce moment c'est Dar es Salam qui a pris la suite dans le domaine économique.

Toutefois l'élément dominant dans l'actualité politique africaine est la proclamation par le PAIGC de l'indépendance de la Guinée-Bissao. Nous allons donc vous donner les raisons profondes et les conséquences possibles (pas seulement en Afrique) de cet événement.

Tout d'abord, il faut rappeler qu'à la fin de l'année dernière, le fondateur et Secrétaire Général du PAIGC, Amilcar Cabral, avait annoncé la prochaine constitution d'un Gouvernement. Or, quelques semaines après, il était assassiné à Conakry ! ... dans des conditions plutôt obscures (L.A. 5/73 du 31 Janvier).

Dans les jours qui suivirent le crime, Sékou Touré tenta de prendre en mains le PAIGC, sous prétexte de procéder à une réorganisation interne, mais en réalité pour contrôler totalement le Parti. Il essaya de placer à la tête du Secrétariat Général un homme à lui, mais il se heurta aux réticences des combattants du PAIGC et à l'opposition du frère du défunt : Luis Cabral.

Lors des obsèques solennelles d'Amilcar Cabral, les nombreuses délégations africaines présentes eurent nettement l'impression que le président guinéen voulait exploiter les cérémonies afin de renforcer, si possible, ses positions personnelles, aussi bien internes qu'extérieures.

D'ailleurs à l'époque, la plupart des dirigeants africains estimèrent que Sékou Touré était presque certainement au courant de l'opposition qui existait entre les noirs de la Guinée Bissao et les leaders caboverdiens du PAIGC, mais qu'il ne fit rien pour alerter et protéger Amilcar Cabral, espérant "tirer les marrons du feu"...

La leçon ne fut pas oubliée par le nouvel état-major du PAIGC qui chercha la meilleure occasion de se dégager de la tutelle de Conakry. La décision de proclamer l'indépendance de la Guinée Bissao fut prise le mois dernier à Alger, lors du "sommet" des Non-Alignés, où l'isolement quasi total de Sékou Touré apparût au grand jour.

La formation du nouveau gouvernement s'accéléra au cours de ces dernières semaines afin de permettre le plus vite possible la proclamation officielle de l'indépendance, car à juste raison, les dirigeants du PAIGC ne veulent pas être associés, de près ou de loin, aux attaques hystériques du dictateur de Conakry, contre la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Le démarquage, vis-à-vis de la Guinée, est d'ailleurs très net. C'est de Dakar que le PAIGC annonça la naissance de la République de Guinée-Bissao. C'est également à Dakar que se rendit, pour sa première visite à l'étranger, le ministre des Affaires Etrangères du nouvel Etat. Dans le contexte politique actuel, c'est un véritable camouflet pour Sékou-Touré... mais bien mérité.

Ceci dit, en ce qui concerne la reconnaissance officielle de la nouvelle République, il n'y a pas de problème au niveau africain : la plupart des pays l'ont déjà reconnu à ce jour.

Il en est de même au niveau du Tiers-Monde, le président Boumédiène ayant invité les Chefs d'Etat qui ont participé le mois dernier à la Conférence des Non-Alignés à Alger, à reconnaître l'Etat indépendant de Guinée-Bissao.

Par contre, la situation n'est pas aussi simple pour les pays occidentaux et en plus, il faut faire une différence entre ceux qui sont membres de

l'OTAN et les autres. Bien entendu, le Portugal estime que "cette indépendance est fictive" et à Lisbonne, on a minimisé l'événement : "Il s'agit d'une fantaisie", dit-on dans les milieux officiels.

Néanmoins, samedi dernier, Aristides Pereira, Secrétaire Général du PAIGC, a déclaré : "Nous sommes prêts à discuter avec Lisbonne". Le jour même, le gouvernement portugais a répondu : Non.

Il ne pouvait guère en être autrement, car d'après les spécialistes, une erreur a été commise par le PAIGC : celle de lier l'indépendance de la Guinée Bissao et celle de l'archipel du Cap Vert.

Les milieux politiques portugais et même gouvernementaux, savent bien que le Guinée-Bissao ne pourra encore rester longtemps portugaise. Jusqu'à maintenant, Lisbonne a refusé tout dialogue, pour ne pas enclancher un processus qui pourrait s'étendre ensuite à l'Angola et surtout au Mozambique.

Toutefois, du fait de l'évolution militaire sur le terrain et des pressions internationales, elles-mêmes liées à la situation politique au Portugal, certains estiment qu'une solution pourrait peut-être voir le jour.

Pour cela, il faudrait au préalable que le PAIGC dissocie totalement l'avenir de la Guinée-Bissao de celui des îles du Cap Vert. Pour Lisbonne, il ne peut pas être question un seul instant de discuter de l'archipel, exactement comme l'Espagne pour les îles Canaries.

En effet, les îles du Cap Vert occupent une position stratégique importante et c'est là que l'appartenance à l'OTAN va jouer pour certains pays occidentaux, qui seraient pourtant enclins à reconnaître la Guinée-Bissao.

C'est le cas par exemple, de la Hollande, l'Allemagne de l'Ouest et le Danemark, qui ont pourtant pris position contre la politique d'outremer du Portugal, comme la Suède qui, ne faisant pas partie elle de l'Otan, va sans doute reconnaître prochainement le nouvel Etat africain. Par contre, la Grande-Bretagne a fait savoir qu'il n'en était pas question.

Pour l'instant, ailleurs c'est le silence parfois gêné. Mais une prise de position pourrait peut-être être déterminante dans la décision de plusieurs pays. C'est celle que va adopter le Vatican.

En effet, il ne faut pas oublier que le Pape avait reçu personnellement Amílcar Cabral, il y a deux ans, et que le réalisme bien connu du Saint Siège aidant... Attendons ! En tous cas, un test va avoir lieu bientôt à l'ONU : Y aura-t-il un veto (américain ou anglais) au Conseil de Sécurité ? C'est fort possible, toujours du fait de l'archipel du Cap Vert.

Dans un tout autre domaine : l'avenir des relations commerciales Europe-Afrique, il faut noter que depuis lundi, presque tous les ministres africains de l'Economie sont réunis à Dar es Salam pour essayer de trouver -enfin !- une base de négociation commune avec la CEE.

Toutefois, personne ne se fait trop d'illusions sur les résultats positifs qui peuvent sortir de cette Conférence. D'ailleurs, le Président Hamani Diori du Niger, qui a toujours refusé de suivre certains excités dans la voie d'une anglophobie délirante et qui a été le grand négociateur du renouvellement de la Convention de Yaoundé, a fait savoir la semaine dernière à Bruxelles, que finalement il valait mieux qu'associés et associables discutent séparément avec les Européens.

Le porte-parole des associés à Dar es Salam, le ministre sénégalais, Babacar Ba, est lui aussi hostile à une "unité de façade des Africains". On lui doit, en grande partie, le sursaut des francophones qui s'étaient lamentablement laissés bousculer à la réunion d'Abidjan, lors de la première rencontre de Mai.

Mais n'oublions pas que les divergences entre associés et associables -surtout au sujet de la réciprocité (voir notre dernière lettre)- ne sont que le reflet des conflits d'intérêts à courte vue des pays européens de la CEE, incapables de proposer une formule claire et générale à l'Afrique.

Pendant ce temps, les Américains progressent. Tandis que les Allemands, les Hollandais et les Danois faisaient la fine bouche... -malheureusement, ils continuent- le président Nixon, dans son rapport sur la politique étrangère des USA pour les années 1970/80, présenté au Sénat de Washington le 3 Mai dernier, écrivait : "Au moment où l'Ouest cherche de nouvelles sources d'énergie et de matières premières, le développement africain prend de plus en plus d'importance..."

Nous avons cherché des preuves manifestes de cet intérêt nouveau des Américains pour le continent noir. Elles sont éclatantes. Leur aide publique à l'Afrique est en progression constante : 450 millions de dollars en 1970, 550 en 1971, plus de 600 en 1972 et selon certains, environ 700 pour 1973 !

Leurs investissements privés ont doublé de 1968 à 1972, passant de 2 à 4 milliards de dollars, dont 1 seulement dans les pays sous domination blanche, où, il est vrai, ils sont depuis longtemps installés.

En Europe, certains disent que ce n'est qu'un début pas très dangereux. C'est vrai quand on sait que les investissements directs des USA ont dépassé 110 milliards de dollars en Amérique latine entre 1960 et 1969. Mais ces premiers signes sont très encourageants pour les Africains... et inquiétants pour les Européens, tout au moins leurs grandes Sociétés.

Par exemple, l'abrogation du contrat entre le Caire et un consortium européen pour la construction de l'oléoduc Suez-Alexandrie. La "grande-presse" européenne prétend que les Egyptiens ont voulu amadouer les Américains en confiant la réalisation de ce projet à la firme Betchel...

C'est faux. En réalité, ils ont simplement tenu compte du prix proposé et des conditions de crédit... Celles-ci étaient meilleures à cause de la politique très dynamique de l'Export-Import Bank et de l'alliance manifeste entre les milieux d'affaires de New-York avec les gouvernements de la péninsule arabique, détenteurs de milliards de dollars qui cherchent à s'employer... de façon rentable.

Ce n'est pas parce que le président Bongo vient de se convertir à l'Islam que ces gouvernements s'intéressent -comme nous sommes en mesure de vous l'annoncer- à la réalisation du "Transgabonais", mais précisément, parce que ce projet de chemin de fer est rentable à long terme et que les Américains s'apprêtent à lui donner leur caution... à moins qu'à la suite de la visite aux Etats-Unis, que débute cette semaine le président Ivoirien, Washington change d'avis...

Quoi qu'il en soit, le temps n'est plus où la Banque Mondiale, qui a refusé au début de l'année son appui au grand dessein du président Bongo, suivait docilement la stratégie de la Maison Blanche. M. Mac Namara, démocrate teinté, s'efforce au contraire de contrecarrer au maximum les objectifs de l'Administration républicaine...

C'est pourquoi la BIRD a mis en avant le coût très lourd de la voie d'accès au gisement de Mékambo (elle l'estime à 6⁴ milliards de francs Cfa) et l'endettement extérieur du Gabon (plus de 25 milliards de francs Cfa de dette publique) pour conclure à la "non-rentabilité" du Transgabonais, bien qu'une Compagnie américaine, la Bethléen Steel soit majoritaire dans le projet.

Sans vouloir nous immiscer dans les calculs de la Banque Mondiale, nous croyons que ses conclusions sont fausses. En effet, le Transgabonais permettra non seulement l'évacuation d'un milliard de tonnes de minerai de fer à haute teneur, mais il permettra aussi de faire passer les exportations de manganèse de Moanda de 2 à 5 millions de tonnes/an et surtout d'ouvrir plus de 3 millions d'hectares de forêts primaires à l'exploitation.

C'est vital pour l'Europe où la consommation de bois augmente de 5 % chaque année, alors que la Côte d'Ivoire et les pays d'Asie du Sud-Est sont obligés de créer des quotas très stricts d'exportation.

A l'heure actuelle, il reste à peu près 30 milliards de francs Cfa à trouver pour que le Transgabonais se fasse. C'est intéressant car, précisément, le président Houphouët Boigny arrive aux Etats-Unis avec un projet concurrent, celui de Bangolo...

Simple hasard ? Pour l'instant, on ne dit rien à Libreville, mais l'on est plutôt inquiet car l'on sait très bien que l'amitié ne pèse pas lourd face à des milliards d'investissements... d'autant plus qu'à Bangolo, c'est aussi une Société américaine : Picklands Mathers International, qui est à pied d'oeuvre !

En quantité, le gisement ivoirien est équivalent à celui du Gabon : 1 milliard de tonnes, mais en teneur, il est très inférieur. Un avantage pour Bangolo : il est beaucoup plus proche de la côte que Mekambo, de 200 kilomètres environ, et le relief est nettement plus facile.

Un avantage pour Mekambo : la voie d'accès permettra l'exploitation de quantités de minerais divers et surtout des ressources immenses d'Oloumé de l'arrière forêt primaire gagonaise.

Les jeux seraient faits si les Ivoiriens avaient accepté le projet d'évacuation du minerai par pipe-line. Il n'en aurait coûté que 10 milliards Cfa. Mais le président Houphouët-Boigny veut, lui aussi, son chemin de fer et les devises sont passées immédiatement à 30 milliards Cfa.

Jusqu'à présent, personne ne veut payer la différence surtout pas la Banque Mondiale qui annonce d'importants dépassements de crédits, comme pour le barrage de Kossou, qu'elle a également refusé de financer. En 1966, il devait coûter 29 milliards Cfa. A la fin des travaux, on est arrivé à 34. Sans compter les 20 milliards qu'on devait dépenser pour les populations chassées par le lac de retenue et qui ont été réduits à 7...

Si l'on considère tous les éléments de jugement, Bangolo et Mekambo sont à peu près à égalité du point de vue de la rentabilité. La décision sera donc politique et elle ne sera pas prise en Europe, mais à Washington...

Ca ne fait pas plaisir au guide suprême de l'invincible révolution guinéenne, le puissant camarade Sékou-Touré, à qui les Américains viennent d'expliquer qu'il était là aussi, complètement en dehors de la course.

En effet, les gisements ferreux des Monts Nimba, bien que d'excellentes qualités, pèsent moitié moins que leurs concurrents ivoiriens et gabonais. De plus, les partenaires de la Guinée au sein de la Mifergui, se défilent les uns après les autres ! on les comprend...

Le Zaïre s'est retiré. L'Algérie a d'importants problèmes de financement pour livrer tout le gaz naturel qu'elle a promis aux Etats-Unis. Le Nigéria raisonne d'une manière très capitaliste, c'est-à-dire qu'il ne donne pas cher de l'avenir d'une coopération économique avec le régime dictatorial de Conakry. Quant aux intérêts japonais (Nichimen et Nippon Koei), ils ne veulent rien faire si Washington ne montre pas plus d'empressement pour la Mifergui, où aucun intérêt américain n'est représenté.

Pour terminer, signalons que le profond remaniement ministériel auquel vient de procéder le président Tombalbaye est surtout caractérisé par le retour de jeunes ministres "technocrates", comme par exemple Abdoulaye Lamana à l'Economie et au Plan ; la nomination à la tête de la Banque Tchado-Libyenne de l'ancien ministre Digimbaye, va également dans le même sens. Le tout est de savoir si ces éléments valables collaborent de leur plein gré avec le président tchadien, ou s'ils ont accepté leurs nouveaux postes simplement par prudence, l'assassinat du malheureux Dr. Outel Bongo étant encore tout proche et les prisons de Fort-Lamy l'étant encore plus...

En ce qui concerne les négociations qui se déroulent actuellement à Paris entre le Cameroun et la France au sujet de la révision des accords de coopération entre les deux pays, les séances de travail se poursuivent dans la discrétion et, pour l'instant, aussi bien à Yaoundé qu'à Paris, on semble satisfait de l'évolution de ces discussions.

LETTRE D'AFRIQUE.